

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Octobre rose : Lambaréné, Mouila et Tchibanga accueillent les activités du 3 au 7 octobre

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LA campagne Octobre rose (dépistage des cancers du sein et du col de l'utérus), dans la phase du lancement officiel de ses activités de sa 10e édition, se délocalise, du 3 au 7 octobre dans l'arrière-pays. Les villes de Lambaréné, dans la province du Moyen-Ogooué, Mouila (Ngounié) et Tchibanga (Nyanga) accueillent la délocalisation dont les objectifs principaux visent à implémenter le dépistage dans les unités des dix régions sanitaires, à les approvisionner en consommables médicaux et non médicaux, à faire l'état des lieux de la lutte dans chacune d'entre elles, à organiser une conférence pour la restitution des activités de cette 10e édition et à présenter un Régistre des cancers du Gabon (RECGAB). Avec plus de 9 millions de décès enregistrés l'année dernière, le cancer, dans sa généralité, constitue la deuxième cause

de mortalité dans le monde. À l'instar d'autres pays africains, le Gabon paie un lourd tribut au regard de son incidence globale qui est de 11,70 %. "Cet alarmant indicateur sanitaire aura suffi à notre pays pour faire de la lutte contre le cancer une urgence à l'origine de l'instauration en 2013, de la 1re édition de la campagne Octobre rose avec des objectifs précis : la sensibilisation des populations sur les mesures de prévention, l'adhésion à la détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus, la réalisation du dépistage à toutes les femmes éligibles et leur prise en charge et le renforcement des capacités des personnels de santé", a indiqué, samedi dernier, le ministre des Santé et des Affaires sociales, Pr Adrien Mongoungou, dans son discours circonstanciel. "C'est pour relever ce défi que Son Excellence Brice Clotaire Oligui Nguema, président de la Transition, chef de l'État, et Madame la première dame Zita Oligui Nguema, ont décidé de parrainer cette 10e édition d'Octobre rose avec plus de moyens



Le ministre de la Santé, Pr Adrien Mongoungou, lors de son discours de circonstance.

nécessaires aux dépistages massifs, à une prise en charge médicale dynamique et à un accompagnement psychologique permanent", a ajouté le ministre de la Santé.

Usap : les quatre attentes formulées au CTRI

F.S.L
Libreville/Gabon

À la faveur de sa rentrée syndicale, vendredi dernier, l'Union syndicale de l'administration publique, parapublique et privée (Usap) a formulé quatre attentes à l'endroit du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI). Selon son président, Fridolin Mve Messa, il s'agit de restaurer l'ordre constitutionnel et les réformes politiques, de protéger les droits syndicaux et ceux des travailleurs, d'investir dans le bien-être social et de mettre en place un dialogue social inclusif. Sur le premier point, l'Usap appelle les nouvelles autorités à respecter leurs engagements. Pour les membres de cette union syndicale, entreprendre les réformes revient à garantir la transparence et l'équité des prochaines élections politiques dans notre pays. "Aujourd'hui encore, beaucoup de nos camarades font l'objet de discrimination et de mauvais traitements sur le lieu du travail.



Une vue du directoire de l'Union syndicale de l'administration publique, parapublique et privée (Usap).

C'est l'occasion pour nous de relever le cas des employés des sociétés installées dans la zone économique de Nkok et dans bien d'autres disséminées à travers le pays", a rappelé Fridolin Mve Messa. Sur l'investissement dans le bien-être social, l'Usap exhorte le CTRI à mettre en place des politiques dans l'éducation, la santé, le logement et la création d'emplois décents pour les jeunes. Mais également à appor-

ter une réponse idoine et définitive au problème des retraités civils et militaires de l'État dont les solutions ont déjà été étudiées et proposées. "Nous encourageons le CTRI à promouvoir le dialogue social et l'inclusion. La résolution des problèmes au Gabon nécessitera la collaboration de toutes les parties prenantes, y compris les syndicats, la société civile et les groupes politiques", ajoute le président de l'Usap.

Le clin d'œil de **lybek**

